

Convention de stage obligatoire n° 15867

Préambule : stages hors administrations et établissement publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial ; Les signataires de la présente convention de stage reconnaissent avoir pris connaissance de l'article 9 de la loi n° 2006-396 pour l'égalité des chances modifiée, de ses décrets d'application, de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ainsi que de la charte des stages (annexe 1). Ils en acceptent les principes : stages en administrations et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial ; Les signataires de la présente convention de stage reconnaissent avoir pris connaissance du décret 2009-885 du 21 juillet 2009 relatif aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les administrations et établissements publics de l'Etat ne présentant pas un caractère industriel et commercial.

ENTRE

L'établissement d'enseignement supérieur :

Nom de l'établissement (université) : UNIVERSITE DE RENNES 1

Adresse : 2 RUE DU THABOR CS 46510 35065 Rennes

Représenté par : (nom du (de la) signataire de la convention) : Isabelle CADORET

Qualité du représentant : Le Doyen de la faculté

Composante /UFR/ FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES

Adresse : (si différente de celle de l'université) 7, Place Hoche CS 86514 35065 RENNES CEDEX

Tél : 02.23.23.35.12 fax : 02.23.23.33.07 mél : eco-scol@univ-rennes1.fr

L'organisme d'accueil :

Nom : INSTITUTO MUNICIPAL DE INVESTIGACION Y DE PLANEACION

Adresse : Calle tercera y floresta no. 1323-13, plaza elva zona centro ENSENADA B.C. MEXIQUE

Tél : (52) 646 1521909 fax : (52) 646 1521910 mél : garamburo@imipens.org

Représenté par : (nom du signataire de la convention) : Mr ARÁMBURO VIZCARRA Guillermo

Qualité du représentant : Directeur

Nom du service dans lequel le stage sera effectué : INSTITUT DE RECHERCHE ET PLANIFICATION

Lieu du stage : (si différent de l'adresse de l'entreprise)

Et l'étudiant stagiaire :

Nom : BESEGHER Prénom : Mathieu

Sexe : M né(e)le : 07/02/1990

Adresse : 20 rue René Cassin 56700 HENNEBONT FRANCE

Tél : 0297361583 portable : 0661389494 mél : mathieu.besegher@etudiant.univ-rennes1.fr

Intitulé de la formation ou cursus suivi dans l'établissement supérieur :

Master M1 mention économie et gestion publiques (parcours administration et gestion publiques)

SUJET DE STAGE : Stage au sein de l'institut de recherches et de planification d'ENSENADA, Baja California, Mexico

DATES DE STAGE Du : 10/04/2012 Au 12/06/2012

DUREE DU STAGE : 10 semaines

soit en JOURS :

Encadrement du stagiaire assuré par :

L'établissement d'enseignement supérieur en la personne de :

Nom : CASTEL

prénom : Odile

Fonction :

Tél : +33223233534

Mél : odile.castel@univ-rennes1.fr

L'organisme d'accueil en la personne de :

Nom : ARÁMBURO VIZCARRA

Prénom : Guillermo

Fonction : Directeur

Tél : (646) 152-19-09 ext.

Mél : garamburo@imipens.org

Caisse primaire d'assurances maladie à contacter en cas d'accident (lieu de domicile de l'étudiant sauf exception) : CPAM d'Ille et Vilaine

¹ Article L612-9 du code de l'éducation : " La durée du ou des stages effectués par un même stagiaire dans une même entreprise ne peut excéder six mois par année d'enseignement"

² Note de lecture : les caractères gras et italiques s'appliquent aux stages en administration et établissements publics de l'Etat.

convention imprimée le : 01-12-2011 16:05:00 Exemplaire destiné à : organisme d'accueil / établissement d'origine / étudiant.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil entreprise, organisme public, association...) avec l'établissement d'enseignement supérieur et le stagiaire.

Article 2 : Objectif du stage

Le stage de formation a pour objet de permettre à l'étudiant(e) de mettre en pratique les outils théoriques et méthodologiques acquis au cours de sa formation, d'identifier ses compétences et de conforter son objectif professionnel.

Le stage a ainsi pour but de préparer l'étudiant(e) à l'entrée dans la vie active par une meilleure connaissance de l'Organisme d'accueil. Le stage s'inscrit dans le cadre de la formation et du projet personnel et professionnel de l'étudiant(e). Il entre dans son cursus pédagogique.

Le programme du stage est établi par l'Etablissement et l'Organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

Activités confiées : **Mise en place et suivi de projets de développement dans la région d'ENSENADA**

Article 3: Modalité du stage

La durée hebdomadaire maximale de présence du (de la) stagiaire dans l'entreprise sera de 35.00 heures. Le stage est à **Temps Complet**

Si le stagiaire doit être présent dans l'Organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, l'Organisme doit indiquer ci-dessous les cas particuliers :

Article 4 : Statut du stagiaire - Accueil et encadrement

L'étudiant(e), pendant la durée de son stage dans l'Organisme d'accueil, conserve son statut antérieur; il (elle) est suivi(e) régulièrement par l'Etablissement. L'Organisme nomme un *tuteur Organisme d'accueil* chargé d'assurer le suivi et d'optimiser les conditions de réalisation du stage. L'étudiant(e) pourra revenir à l'Etablissement pendant la durée du stage, pour y suivre certains cours demandés explicitement par le programme, participer à des réunions, les dates étant portées à la connaissance de l'Organisme par l'Etablissement et être autorisé, le cas échéant, à se déplacer.

Modalités d'encadrement :

Article 5 : Gratification - Avantages en nature Remboursement de frais

Lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification lorsqu'il se déroule en entreprise privée ou publique, en association, en établissement public à caractère industriel et commercial, sur le territoire français.

Lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs et au moins égale à 40 jours de présence, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification lorsqu'il se déroule en administration ou établissement public administratif de l'Etat, sur le territoire français.

La gratification est fixée par convention de branche ou accord professionnel, à défaut à 12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale.

Il est entendu que pour les stages en administration ou établissement public administratif de l'Etat, la gratification est obligatoirement égale au plafond ci-dessus.

Lorsque la durée du stage est inférieure ou égale à deux mois l'étudiant(e) peut percevoir une gratification, en entreprise privée ou publique, en association, sur le territoire français.

Montant de la gratification :

Modalités de versement de la gratification :

Si le(la) stagiaire bénéficie d'avantages en nature (gratuité des repas par exemple), le montant représentant la valeur de ces avantages sera ajouté au montant de la gratification mensuelle avant comparaison aux 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale pour une durée légale de travail hebdomadaire de 35 heures.

Les frais de déplacement et d'hébergement engagés par l'étudiant(e) à la demande de l'organisme, ainsi que les frais de formation éventuellement nécessités par le stage, seront intégralement pris en charge par celui-ci selon les modalités en vigueur dans l'organisme.

Liste des avantages offerts :

Lorsqu'il se déroule en administration ou établissement public administratif de l'Etat, l'étudiant(e) verra ses frais de missions pris en charge conformément au décret 2006-781, avec comme résidence administrative le lieu de stage.

Pour les stages en administration ou établissement public administratif de l'Etat : prise en charge des trajets domicile - lieu de stage, selon les conditions des décrets 82-887 et 2006-1663 :

Article 6 : Protection sociale

Pendant la durée du stage, l'étudiant(e) reste affilié(e) à son système de sécurité sociale antérieur : il(elle) conserve son statut étudiant. Les stages effectués à l'étranger doivent avoir été signalés préalablement au départ de l'étudiant(e) et avoir reçu l'agrément de la Sécurité Sociale.

Les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil :

6.1 Gratification inférieure ou égale au produit de 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale par le nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré :

Dans ce cas, conformément à la législation en vigueur, la gratification de stage n'est pas soumise à cotisation sociale. L'étudiant(e) continue à bénéficier de la législation sur les accidents de travail au titre de l'article L 412-8-2 du code de la Sécurité Sociale, régime étudiant

En cas d'accident survenant à l'étudiant(e), soit au cours des travaux dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins de son stage et pour les étudiant(e)s en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier, du stage hospitalier effectué dans les conditions prévues au b du 20 de l'article L. 412-8, l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (voir adresse en première page) en mentionnant l'établissement comme employeur, avec copie à l'établissement.

6.2 Gratification supérieure au produit de 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale par le nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré :

Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 12,5% du plafond horaire de la Sécurité Sociale pour une durée légale de travail hebdomadaire de 35 heures.

L'étudiant(e) bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L 411-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale. En cas d'accident survenant à l'étudiant(e), soit au cours

des travaux dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

6.3 Protection Maladie du stagiaire à l'étranger :

1) Protection issue du régime étudiant(e) français :

- Pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par les étudiant(e)s de nationalité d'un pays membre de l'Union Européenne, il faut demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM).

- Pour les stages effectués au Québec par les étudiant(e)s de nationalité française, il faut demander le formulaire SE401Q (104 pour les stages en entreprise, 106 pour les stages en université).

- Dans tous les autres cas de figure : Les étudiant(e)s qui engagent des frais de santé à l'étranger peuvent être remboursé(e)s auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale étudiante, au retour, et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français, des écarts importants peuvent exister.

° Il est donc fortement recommandé à l'étudiant(e) de souscrire une assurance Maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'Organisme de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc...).

Exception : si l'Organisme fournit à l'étudiant(e) une couverture Maladie en vertu des dispositions du droit local (voir 2 ci-dessous), alors l'étudiant(e) peut choisir de bénéficier de cette protection Maladie locale. Avant d'effectuer un tel choix, il vérifiera l'étendue des garanties proposées.

2) Protection issue de l'Organisme :

En cochant la case appropriée, l'Organisme indique ci-après s'il fournit une protection Maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

- OUI** (celle-ci s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant(e))
 NON (la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant(e)) Si aucune case n'est cochée, le 6.3 1/ s'applique.

6.4 Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger :

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :

- Etre d'une durée au plus égale à 12 mois, prolongations incluses.

- Ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays étranger (une indemnité ou gratification est admise à hauteur de 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale pour une durée légale hebdomadaire de 35 heures sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie).

- Se dérouler exclusivement dans l'entreprise partie à la présente convention.

- Se dérouler exclusivement dans le pays étranger cité.

Lorsque les conditions ne sont pas remplies, l'Organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'Etablissement qui doit être informé par l'Organisme par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :

- Dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures de stage.

- Sur le trajet aller retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage.

- Sur le trajet aller retour (début et fin de stage) du domicile du stagiaire situé sur le territoire français et le lieu de résidence à l'étranger.

- Dans le cadre d'une mission confiée par l'Organisme et obligatoirement sur ordre de mission.

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4 1/ n'est pas remplie, l'Organisme s'engage par la présente convention à couvrir le stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) dans tous les cas,

- Si l'étudiant(e) est victime d'un accident du travail durant le stage, l'Organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'Etablissement.

- Si l'étudiant(e) remplit des missions limitées en-dehors de l'Organisme d'accueil ou en en-dehors du pays du stage, l'Organisme doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

Article 7 : Responsabilité civile et assurances

L'Organisme d'accueil et l'étudiant(e) déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile. Quelle que soit la nature du stage et le pays de destination, le stagiaire s'engage à se couvrir par un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique etc.) et par un contrat d'assurance individuel accident. Lorsque l'Organisme met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant(e).

Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant(e) utilise son propre véhicule ou un véhicule, prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule cette utilisation qu'il est amené à faire et le cas échéant s'acquitte de la prime y afférente.

Article 8 : Discipline

Durant son stage, l'étudiant(e) est soumis à la discipline et au règlement intérieur (qui doit être porté à la connaissance de l'étudiant-e) de l'organisme, notamment en ce qui concerne les horaires, et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil. Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'Etablissement. Dans ce cas, l'Organisme informe l'Etablissement des manquements et lui fournit éventuellement les éléments constitutifs. En cas de manquement particulièrement grave à la discipline, l'Organisme se réserve le droit de mettre fin au stage de l'étudiant(e) tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

Article 9 : Absence et Interruption du stage

Toute difficulté survenue dans le déroulement du stage devra être portée à la connaissance de tous les intéressés afin d'être résolue au plus vite.

Interruption temporaire :

Au cours du stage, le stagiaire pourra bénéficier de congés sous réserve d'accord de l'organisme d'accueil et que la durée du stage soit respectée.

Pour toute autre interruption temporaire du stage (maladie, maternité, absence injustifiée...) l'organisme d'accueil avertira le responsable de l'établissement par courrier.

Interruption définitive :

En cas de volonté d'une des trois parties (Organisme, Etablissement, étudiant(e)) d'interrompre définitivement le stage, celle-ci devra immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront examinées en étroite concertation. La décision définitive d'interruption du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Article 10 : Devoir de réserve et confidentialité

Le devoir de réserve est de rigueur absolue. Les étudiant(e)s stagiaires prennent donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire l'objet de publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'Organisme, y compris le rapport de stage. Cet engagement vaudra non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. L'étudiant(e) s'engage à ne conserver, emporter, ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'Organisme, sauf accord de ce dernier.

Nota : Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport, l'Organisme peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments très confidentiels.

Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Article 11 : Propriété intellectuelle

Conformément au code de la propriété intellectuelle, si le travail du stagiaire donne lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire est d'accord, un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.

Devront notamment être précisés l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due à l'étudiant au titre de la cession.

Cette clause s'applique également dans le cas des stages dans les Organismes publics.

Article 12 : Recrutement

S'il advenait qu'un contrat de travail prenant effet avant la date de fin du stage soit signé avec l'organisme d'accueil la présente convention deviendrait caduque ; l'**« étudiant(e) »** ne relèverait plus de la responsabilité de l'établissement. Ce dernier devrait impérativement en être averti avant la signature du contrat.

Article 13 : Fin de stage - Rapport - Evaluation

A l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre au stagiaire une attestation de stage et remplit une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire (annexe) qu'il retourne à l'établissement d'enseignement supérieur.

A l'issue de son stage l'étudiant devra : (préciser la nature de travail à fournir, en joignant éventuellement une annexe)

Rapport de Stage

Préciser le cas échéant les modalités de validation du stage accompli par l'étudiant : **Validation par le responsable pédagogique**

Nombre de crédits ECTS : **3.00**

Evaluation de la qualité du stage : A l'issue du stage, les trois parties intéressées sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.

Le tuteur organisme d'accueil ou tout autre membre de l'organisme d'accueil appelé à se rendre à l'établissement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement.

Un avenant à la convention pourra éventuellement être établi en cas de prolongation de stage faite à la demande de l'organisme et de l'étudiant(e). En aucun cas la date de fin de stage ne pourra être postérieure au 30/09 de l'année en cours.

Article 14 : Droit applicable - Tribunaux compétents

La présente convention est régie exclusivement par le droit français. Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

AR.E.N.N.E.S..... le30/11/11.....

Pour l'établissement d'enseignement supérieur

Par délégation, **Jean-louis LE FESSANT**

Pour l'organisme d'accueil :

Guillermo ARÁMBURO VIZCARRA

Pour l'étudiant

Mathieu BESEGHER

VISAS DES TUTEURS :

Tuteur Organisme d'accueil

Guillermo ARÁMBURO VIZCARRA

Tuteur Etablissement d'enseignement supérieur

Odile CASTEL

CHARTE DES STAGES ETUDIANTS EN ENTREPRISE

Le Ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement

Le Ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Le Ministre délégué à l'Emploi, au Travail et à l'Insertion professionnelle des jeunes

Le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

I - INTRODUCTION

Le développement des stages est aujourd'hui fondamental en matière d'orientation et d'insertion professionnelle des jeunes. En effet, le stage permet la mise en oeuvre de connaissances théoriques dans un cadre professionnel et donne à l'étudiant une expérience du monde de l'entreprise et de ses métiers. Dans cette perspective, il est fondamental de rappeler que les stages ont une finalité pédagogique, ce qui signifie qu'il ne peut y avoir de stage hors parcours pédagogique. En aucun cas un stage ne peut être considéré comme un emploi. La présente charte, qui a été rédigée par les services de l'Etat, les représentants des entreprises, les représentants des établissements d'enseignement supérieur, et les représentants des étudiants, a dès lors pour objectif de sécuriser la pratique des stages, tout en favorisant leur développement bénéfique à la fois pour les jeunes et pour les entreprises.

II - CHAMPS, DEFINITION

1 - Le champ de la charte

Le champ de la charte concerne tous les stages d'étudiants en entreprise, sans préjudice des règles particulières applicables aux professions réglementées.

2 - Le stage

La finalité du stage s'inscrit dans un projet pédagogique et n'a de sens que par rapport à ce projet. Dès lors le stage : - permet la mise en pratique des connaissances en milieu professionnel ; - facilite le passage du monde de l'enseignement supérieur à celui de l'entreprise. Le stage ne peut en aucun cas être assimilé à un emploi.

III - ENCADREMENT DU STAGE

1 - La formalisation du projet de stage

Le projet de stage fait l'objet d'une concertation entre un enseignant de l'établissement, un membre de l'entreprise et l'étudiant. Ce projet de stage est formalisé dans la convention signée par l'établissement d'enseignement, l'entreprise et le stagiaire.

2 - La convention

La convention précise les engagements et les responsabilités de l'établissement d'enseignement, de l'entreprise et de l'étudiant. Les rubriques obligatoires sont mentionnées en annexe à la charte.

3 - Durée du stage

La durée du stage est précisée dès les premiers contacts entre l'établissement d'enseignement et l'entreprise. L'étudiant en est tenu informé. La durée du stage figure explicitement dans la convention de stage.

4 - Les responsables de l'encadrement

Tout stage fait l'objet d'un double encadrement par : - un enseignant de l'établissement ; - un membre de l'entreprise. L'enseignant et le membre de l'entreprise travaillent en collaboration, sont informés et s'informent de l'état d'avancement du stage et des difficultés éventuelles. Le responsable du stage au sein de l'établissement d'enseignement est le garant de l'articulation entre les finalités du cursus de formation et celles du stage, selon les principes de la présente charte. Leurs institutions respectives reconnaissent la nécessité de leur investissement, notamment en temps, consacré à l'encadrement.

5 - Evaluation

a - Evaluation du stagiaire

L'activité du stagiaire fait l'objet d'une évaluation qui résulte de la double appréciation des responsables de l'encadrement du stage. Chaque établissement d'enseignement décide de la valeur qu'il accorde aux stages prévus dans le cursus pédagogique.

Les modalités concrètes d'évaluation sont mentionnées dans la convention. L'évaluation est portée dans une "fiche d'évaluation" qui, avec la convention, constitue le "dossier de stage". Ce dossier de stage est conservé par l'établissement d'enseignement.

b - Evaluation du stage

Les signataires de la convention sont invités à formuler une appréciation de la qualité du stage.

IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

1 - L'étudiant vis-à-vis de l'entreprise

L'étudiant s'engage à :

- réaliser sa mission et être disponible pour les tâches qui lui sont confiées ;
- respecter les règles de l'entreprise ainsi que ses codes et sa culture ;
- respecter les exigences de confidentialité fixées par l'entreprise ;
- rédiger, lorsqu'il est exigé, le rapport ou le mémoire dans les délais prévus ; ce document devra être présenté aux responsables de l'entreprise avant d'être soutenu (*si le contenu le nécessite, le mémoire poura, à la demande de l'entreprise, rester confidentiel*).

2 - L'entreprise vis-à-vis de l'étudiant

L'entreprise s'engage à :

- proposer un stage s'inscrivant dans le projet pédagogique défini par l'établissement d'enseignement ;
- accueillir l'étudiant et lui donner les moyens de réussir sa mission
- désigner un responsable de stage ou une équipe tutorale dont la tâche sera de :
 - * guider et conseiller l'étudiant
 - * l'informer sur les règles, les codes et la culture de l'entreprise
 - * favoriser son intégration au sein de l'entreprise et l'accès aux informations nécessaires
 - * l'aider dans l'acquisition des compétences nécessaires
 - * assurer un suivi régulier de ses travaux
 - * évaluer la qualité du travail effectué
 - * le conseiller sur son projet professionnel
- rédiger une attestation de stage décrivant les missions effectuées qui pourra accompagner les futurs *curriculum vitae* de l'étudiant.

3 - L'établissement d'enseignement supérieur vis-à-vis de l'étudiant

L'établissement d'enseignement s'engage à :

- définir les objectifs du stage et s'assurer que le stage proposé y répond ;
- accompagner l'étudiant dans la recherche de stage ;
- préparer l'étudiant au stage ;
- assurer le suivi de l'étudiant pendant la durée de son stage, en lui affectant un enseignant qui veillera au bon déroulement du stage ; mettre à sa disposition de ce dernier les outils nécessaires à l'appréciation de la qualité du stage par l'étudiant ;
- pour les formations supérieures qui l'exigent, le guider et le conseiller dans la réalisation de son rapport de stage ou de son mémoire et organiser la soutenance en permettant à un représentant de l'entreprise d'y participer.

4 - L'entreprise et l'établissement d'enseignement

L'entreprise et l'établissement d'enseignement supérieur veillent à échanger les informations nécessaires avant, pendant et après le stage. Ils respectent par ailleurs leurs règles respectives de confidentialité et de déontologie.

5 - L'étudiant vis à vis des établissements d'enseignement

L'étudiant s'engage à fournir l'appréciation de la qualité de son stage à son établissement d'enseignement.

CONVENIO DE PRÁCTICAS PROFESIONALES OBLIGATORIA n° 15867

Preámbulo : prácticas fuera de las administraciones y establecimientos públicos del Estado que no presentan carácter industrial ni comercial ; Los firmantes del presente convenio de prácticas reconocen haberse informado sobre el artículo 9 de la ley n° 2006-396 en pro de la igualdad de oportunidades y modificada de sus decretos de aplicación, de la ley n° 2009-1437 del 24 de noviembre de 2009 relativa a la orientación y a la formación profesional a lo largo de la vida así como el estatuto de las prácticas (anexo 1). Ellos aceptan los principios. prácticas dentro de las administraciones y establecimientos públicos del Estado que no presentan carácter industrial ni comercial; Los firmantes del presente convenio de prácticas reconocen haberse informado sobre el decreto 2009-885 del 21 de julio de 2009 relativo a las modalidades de recepción de los estudiantes de la enseñanza superior en prácticas dentro de las administraciones y establecimientos públicos del Estado que no presentan un carácter industrial ni comercial.

ENTRE

El Centro de Educación Superior:

Nombre del establecimiento : UNIVERSITE DE RENNES 1

Dirección : 2 RUE DU THABOR CS 46510 35065 Rennes

Representado por (nombre del firmante del presente convenio) : Isabelle CADORET

Cualidad del representante : Le Doyen de la faculté

Componente /UFR/ FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES

Dirección: (si es diferente a la del Centro de Educación) 7, Place Hoche CS 86514 35065 RENNES CEDEX

Tlf : 02.23.23.35.12 fax : 02.23.23.33.07 E-mail : eco-scol@univ-rennes1.fr

La Empresa/Institución donde se desarrollarán las prácticas:

Nombre : INSTITUTO MUNICIPAL DE INVESTIGACION Y DE PLANEACION

Dirección : Calle tercera y floresta no. 1323-13, plaza elva zona centro ENSENADA B.C. MEXIQUE

Tlf : (52) 646 1521909 fax : (52) 646 1521910 E-mail : garamburo@imipens.org

Representado por (nombre del firmante del presente convenio) : Mr ARÁMBURO VIZCARRA Guillermo

Cualidad del representante : Directeur

Nombre del servicio en el cual las prácticas serán realizadas : INSTITUT DE RECHERCHE ET PLANIFICATION

Lugar de las prácticas: (si es diferente a la dirección de la Empresa/Institución)

Y el alumno en prácticas :

Apellido : BESEGHER Nombre : Mathieu

Sexo : M Fecha de nacimiento :
07/02/1990

Dirección: : 20 rue René Cassin 56700 HENNEBONT FRANCE

Tlf : 0297361583 portable : 0661389494 E-mail :
mathieu.besegher@etudiant.univ-rennes1.fr

Título de la formación o de los estudios realizados en el centro de educación superior :

Master M1 mention économie et gestion publiques (parcours administration et gestion publiques)

TEMA DE LAS PRÁCTICAS : Stage au sein de l'institut de recherches et de planification d'ENSENADA, Baja California, Mexico

FECHAS DE LAS PRÁCTICAS Del : 10/04/2012 Al 12/06/2012

DURACIÓN DE LAS PRÁCTICAS : 10 Semanas

Total de DÍAS :

Tutela de la persona de prácticas a cargo de :

El Centro de Educación en la persona de :

Apellido : Castel

Nombre : Odile

Ocupación :

Tlf : +33223233534

E-mail: : odile.castel@univ-rennes1.fr

La Empresa/Institución en la persona de :

Apellido : ARÁMBURO VIZCARRA

Nombre : Guillermo

Ocupación : Directeur

Tlf : (646) 152-19-09 ext.

E-mail: : garamburo@imipens.org

En caso de accidente contactar a la Seguridad Social « Caisse Primaire d'Assurances Maladie » (lugar de domicilio del estudiante salvo excepción): CPAM d'Ille et Vilaine

¹ Nota de lectura: los caracteres en negrita y cursiva se aplican a las prácticas de administración y establecimientos públicos del Estado.

Artículo 1: Objeto del convenio

El presente convenio regula la relación de la Empresa/Institución donde se realizarán las prácticas (empresa, organismo público, asociación...) con el Centro de Educación Superior y con el alumno en prácticas.

Artículo 2: Objetivo de las prácticas

Las prácticas de formación profesional tienen por objeto permitirle al alumno poner en práctica las herramientas teóricas y metodológicas adquiridas durante su formación, identificar sus competencias y reforzar sus objetivos profesionales.

Las prácticas también tienen como fin preparar al alumno para el inicio de la vida activa, debido a un mejor conocimiento de la institución donde se desarrollarán las prácticas. Éstas son parte de la formación y del proyecto personal y profesional del alumno, y pertenecen a su formación curricular.

El programa de las prácticas se establece entre el Centro de Educación y la Empresa/Institución. Este programa debe corresponder con la especialización y competencias del alumno.

Actividades confiadas al alumno en régimen de prácticas :
Mise en place et suivi de projets de développement dans la région d'ENSENADA

Artículo 3: Modalidad de las prácticas

La presencia máxima del alumno en prácticas en la Empresa/Institución será de **35.00** horas semanales. Las prácticas son a tiempo completo / a medio parcial *** A TESTER Temps Complet

Si el alumno debe estar en la Empresa/Institución durante la noche, el domingo o un día feriado, ésta debe indicar a continuación los casos particulares :

Artículo 4: Estatus del alumno en prácticas - Recepción y tutela

El alumno, durante el tiempo de sus prácticas en la Empresa/Institución, conserva su estatus del Centro de Educación, bajo un seguimiento regular por parte de éste último. La Empresa/Institución nombrará un *tutor (empresarial o institucional)* encargado de orientar al alumno y optimizar las condiciones de trabajo durante las prácticas. El estudiante podrá volver al Centro de Educación durante las prácticas, para seguir ciertos cursos pertenecientes al programa, para participar en reuniones. Las fechas se darán a conocer a la Empresa/Institución por el Centro de Educación y luego, eventualmente, se autorizará el desplazamiento.

Modalidades de tutela :

Artículo 5: Remuneración - Beneficio de reembolso de gastos Reembolso de gastos

Cuando la duración de las prácticas es superior a dos meses consecutivos, éstas propician obligatoriamente una remuneración, si se llevan a cabo en una empresa pública o privada, en una asociación, en un establecimiento público de carácter industrial y comercial, en el territorio francés.

Cuando la duración de las prácticas es superior a dos meses consecutivos y al menos igual a 40 días de presencia, éstas propician una remuneración si se llevan a cabo en un establecimiento público administrativo del Estado, en el territorio francés.

La remuneración se fija por convenio de sector de actividad o por acuerdo profesional; si no, al 12,5% del límite horario de la seguridad social, definido en aplicación del artículo L 241-3 del código de la seguridad social.

Se entiende que para las prácticas en un establecimiento público administrativo del Estado, la remuneración es obligatoriamente igual al límite justo antes mencionado.

Cuando la duración de las prácticas es menor o igual a dos meses, el alumno puede percibir una remuneración, en la empresa pública o privada, en una asociación, en el territorio francés.

Monto de la remuneración :

Modalidades de la transferencia de la gratificación :

Si el alumno en prácticas recibe retribuciones en especies (como por ejemplo comidas gratuitas), el monto que representan esas retribuciones se sumará al monto de la remuneración mensual antes de confrontarlo al 12,5% del límite horario de la Seguridad Social correspondiente al periodo legal de trabajo de 35 horas semanales.

Los gastos de transporte y alojamiento efectuados por el alumno a petición de la Empresa/Institución, así como los gastos de formación eventualmente necesarios para las prácticas, estarán totalmente a cargo de esta Empresa/Institución según sus modalidades vigentes.

Lista de ventajas ofrecidas :

Cuando las prácticas se realizan en un establecimiento público del Estado, éste se hará cargo de los gastos respectivos, conforme al decreto 2006-781, si la residencia administrativa es el lugar donde se desarrollan las prácticas.

Para las prácticas en un establecimiento público del Estado: éste se hará cargo de los trayectos del domicilio al lugar de las prácticas, según lo establecido en los decretos 82-887 y 2006-1663 :

Artículo 6: Protección social

A lo largo de las prácticas, el estudiante conserva su estatus estudiante y sigue afiliado a su sistema de seguridad social anterior. Las prácticas efectuadas en el extranjero deben ser notificadas antes de la ida del alumno y se debe haber recibido el acuerdo previo de la Seguridad Social.

Las siguientes disposiciones se aplican siempre y cuando sean conformes a la legislación del país y del tipo de Empresa/Institución donde se desarrollarán las prácticas:

6.1 Cuando la remuneración es inferior o igual al 12,5% del límite horario establecido por la Seguridad Social multiplicado por el número de horas trabajadas durante el mes:

En este caso, en conformidad con la ley vigente, la gratificación de las prácticas no da lugar a cotización social. El alumno continuará beneficiándose de la legislación sobre accidentes de trabajo en el artículo L 412-8-2 del código de la Seguridad Social, respecto al régimen de estudiante.

En caso de que el alumno sufra algún accidente durante la realización de las prácticas, durante sus trayectos o en el lugar de trabajo, y en el caso de los estudiantes de Medicina, Cirugía Dental y Farmacia, que no poseen un estatuto hospitalario para las prácticas hospitalarias realizadas según las condiciones descritas en el punto b del párrafo 2o del artículo L. 412-8, la Empresa/Institución deberá enviar la declaración a la Seguridad Social "Caisse Primaire d'Assurance Maladie" (ver dirección en la primera página), colocando en la rúbrica empleador el nombre del Centro de Educación y deberá enviar una copia al Centro de Educación.

6.2 Cuando la gratificación es superior au produit de 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale par le nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré :

al 12,5% del límite horario establecido por la Seguridad Social multiplicado por el número de horas trabajadas durante el mes:

Las cotizaciones sociales se calculan sobre la base de la diferencia entre el monto de la gratificación y el 12,5% del límite horario de la Seguridad Social correspondiente a un tiempo legal de trabajo de 35 horas semanales.

El alumno en prácticas se beneficiará de la cobertura legal en aplicación de las disposiciones de los artículos L 411-1 pertenecientes al código de la Seguridad Social. En caso de ocurrir un accidente al alumno, mientras se encuentre trabajando en la Empresa/Institución, durante un trayecto a ésta, o en los lugares utilizados durante las prácticas, la Empresa/Institución efectuará todos los trámites necesarios requeridos por la Seguridad Social "Caisse Primaire d'Assurance Maladie" e informará al Centro de Educación lo antes posible.

Protección Médica del alumno en prácticas en el extranjero :

1) Protección bajo el régimen estudiantil francés :

- Para los alumnos de nacionalidad de un país miembro de la Unión Europea que realicen prácticas dentro del Espacio Económico Europeo (EEE), se deberá pedir la Tarjeta Sanitaria Europea (TSE).

- Para las prácticas efectuadas en Quebec por los estudiantes de nacionalidad francesa, se debe solicitar el formulario SE401Q (104 para las prácticas en empresa, 106 para las prácticas en universidad).

- En todos los otros casos : Los estudiantes que incurran en gastos médicos en el extranjero pueden ser reembolsados, a su regreso, por el organismo compensatorio privado que funge como Caja de Seguridad Social estudiantil, y bajo presentación de los justificativos: el reembolso se calcula de acuerdo a las tarifas de asistencia médica francesa, por lo tanto pueden existir diferencias importantes.

° Por ello, se recomienda inmensamente que el estudiante suscriba una póliza de seguro privado complementario y específico, válido en el país donde se desarrollan y por la duración de las prácticas, ante el organismo de su elección (seguro médico privado estudiantil, seguro médico privado de los padres, una compañía privada ad hoc...).

Excepción : si la Empresa/Institución provee al alumno de un seguro médico en virtud de las disposiciones del derecho local (ver 2 señalado más abajo), entonces el alumno puede escoger beneficiarse de este seguro médico local. Antes de efectuar tal elección, éste verificará la amplitud de las garantías propuestas.

2) Protección propuesta por la Empresa/Institución :

Al llenar el cuadro apropiado, la Empresa/Institución de acogida indica si provee una protección médica al cursillista, en virtud del derecho local:

SI ésta se suma al mantenimiento, en el extranjero, de los derechos del régimen estudiantil francés)

NO (la protección emana exclusivamente del mantenimiento, en el extranjero, de los derechos del régimen estudiantil francés) Si ningún cuadro es llenado, entonces el 6.3 1/ será aplicado.

Protección del alumno en prácticas contra accidentes laborales en el extranjero :

1) Para poder beneficiar de la legislación francesa sobre la cobertura de accidentes laborales, estas prácticas deben:

- Tener una duración máxima de 12 meses, incluidas las prórrogas.

- No propiciar ninguna remuneración que pueda abrir derechos a una protección de accidente laboral en el país extranjero (se admite una indemnización o remuneración de hasta el 12,5% del límite horario establecido por la Seguridad Social por una duración legal correspondiente a 35 horas semanales, siempre y cuando exista el acuerdo previo de la Seguridad Social "Caisse Primaire d'Assurance Maladie").

- Realizarse exclusivamente en la empresa firmante del presente convenio.
- Realizarse exclusivamente en el país extranjero citado.

Cuando no se cumplan las presentes condiciones, la Empresa/Institución se compromete a cotizar para la protección del alumno en prácticas y a hacer las declaraciones necesarias en caso de accidente laboral.

2) La declaración de los accidentes laborales incumbe al Centro de Educación, que debe ser informado por la Empresa/Institución, por escrito, en un plazo no mayor de 48 horas.

3) La cobertura cubre los accidentes que ocurren:

- En el recinto del lugar de prácticas y durante las horas de prácticas.

- Durante el trayecto ida y vuelta habitual entre la residencia del estudiante en prácticas en el territorio extranjero y el lugar de las prácticas.

- Durante el trayecto ida y vuelta (inicio y fin de prácticas) del domicilio del alumno en prácticas en el territorio francés y su residencia en extranjero.

- En el marco de una misión confiada por la Empresa/Institución y estrictamente bajo dicha orden de misión.

4) En caso de que no se cumpla una de las condiciones estipuladas en el punto 6.4 1/, la Empresa/Institución se compromete, por medio del presente convenio, a cubrir al alumno en prácticas contra el riesgo de accidente laboral, de accidente durante el trayecto y contra las enfermedades profesionales. Igualmente, se compromete a realizar todas las declaraciones necesarias.

5) En todos los casos,

- Si el estudiante sufre un accidente laboral durante las prácticas, la Empresa/Institución debe, de inmediato señalar obligatoriamente este accidente al Centro de Educación.

- Si el alumno cumple misiones definidas fuera de la Empresa/Institución o fuera del país establecido para las prácticas, la Empresa/Institución debe adoptar todas las disposiciones necesarias para brindarle la seguridad apropiada.

Artículo 7: Responsabilidad civil y seguros

La Empresa/Institución y el alumno en prácticas deben declarar beneficiar de un seguro de responsabilidad civil. Sea cual sea la naturaleza de las prácticas y el país de destino, el alumno en prácticas se compromete a cubrirse con un seguro de asistencia (repatriación sanitaria, asistencia jurídica, etc.) y una póliza individual en caso de accidente. Si la Empresa/Institución pone a disposición del alumno en prácticas algún vehículo, debe verificar previamente que la póliza de seguro del vehículo cubra su utilización por un alumno en prácticas.

Si durante sus prácticas, el estudiante utiliza su propio vehículo u otro vehículo, prestado por un tercero, éste debe declarar expresamente esta utilización a la aseguradora de dicho vehículo y, de ser necesario, pagar la prima correspondiente.

Artículo 8: Disciplina

Durante sus prácticas, el alumno se rige por la disciplina y por el reglamento interior (que le debe ser dado a conocer) de la Empresa/Institución, en lo que respecta al horario, a las reglas de higiene y de seguridad vigentes en la Empresa/Institución. Sólo el Centro de Educación podrá decidir toda sanción disciplinaria. En este caso, la Empresa/Institución informa al Centro de Educación de la falta del alumno y le entrega eventualmente los elementos constitutivos. En caso de indisciplina grave, la Empresa/Institución se reserva el derecho de interrumpir las prácticas del alumno respetando las disposiciones estipuladas en el artículo 9 del presente convenio.

Artículo 9: Ausencia e interrupción de las prácticas

Toda dificultad encontrada durante el desempeño de las prácticas deberá ser notificada a todos los interesados para que sea resuelta lo antes posible.

Interrupción temporal :

Durante las prácticas, el alumno podrá tener días de permiso si la Empresa/Institución lo acepta y si se respeta la duración de las prácticas.

La Empresa/Institución deberá informar por correo de toda otra interrupción temporal de las prácticas (enfermedad, maternidad, ausencia injustificada) al responsable del Centro de Educación.

Interrupción definitiva :

En caso de que alguna de las tres partes (la Empresa/Institución, el Centro de Educación, el alumno) desee interrumpir definitivamente las prácticas, ésta deberá informar a las otras dos partes por escrito. El estudio de las razones mencionadas se realizará en estrecha concertación. La decisión definitiva de interrupción de las prácticas se tomará sólo al final de la fase de concertación.

Artículo 10: Deber de reserva y confidencialidad

El deber de reserva es de rigor absoluto. Los alumnos en régimen de prácticas se comprometen por ello a no utilizar bajo ninguna circunstancia las informaciones que han recibido o obtenido, a fin de publicarlas o comunicarlas a terceros sin el acuerdo previo de la Empresa/Institución. De igual manera para el informe de prácticas. Este compromiso será válido no sólo durante el periodo de prácticas sino también después de su expiración. El alumno se compromete a no conservar, llevarse, o hacer copia de ningún documento o software, de cualquier índole que sea, que pertenezca a la Empresa/Institución, salvo acuerdo de esta última.

Nota: A fin de respetar la confidencialidad de las informaciones contenidas en el informe, la Empresa/Institución puede solicitar una restricción de la difusión del mismo, incluso el retiro de ciertos elementos muy confidenciales.

Las personas que tengan conocimientos de estos datos están obligadas, por respeto al secreto profesional, a no utilizar ni divulgar las informaciones del informe.

Artículo 11: Propiedad intelectual

En conformidad con el código de la propiedad intelectual, si el trabajo del alumno da lugar a una obra protegida por derechos de autor o por propiedad industrial (incluido un software), si la Empresa/Institución desea utilizarlo, y si el alumno está de acuerdo, se debe firmar un contrato entre el alumno (autor) y la Empresa/Institución.

Se deberá precisar particularmente la importancia de los derechos cedidos, la eventual exclusividad, el destino, los soportes utilizados y la duración de la cesión, así como, si se diera el caso, el importe de la remuneración que el alumno debe recibir por dicha cesión.

Esta cláusula se aplica también a las prácticas que se realizan en los organismos públicos.

Artículo 12: Contratación

Si se firma con la Empresa/Institución un contrato de trabajo que comience antes de la fecha de finalización de la formación práctica, se anularía el presente contrato; en tal caso, se le debe informar obligatoriamente la situación al "alumno" antes de la firma del contrato, ya que no estaría más bajo responsabilidad del Centro de Educación.

Artículo 13: Fin de las prácticas - Informe - Evaluación

A l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre au stagiaire une attestation de stage et remplit une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire (annexe) qu'il retourne à l'établissement d'enseignement supérieur.

Al terminar las prácticas, la Empresa/Institución entregará al alumno un comprobante de prácticas y llenará una ficha de evaluación sobre la actividad del alumno (anexo) que le devolverá al Centro de Educación. Al final de sus prácticas, el alumno deberá: (especificar el tipo de trabajo a entregar, si fuera el caso, e incluir un anexo) **Rapport de Stage**

Precise, de ser posible, las modalidades de aprobación de las prácticas : **Validation par le responsable pédagogique**

Número de créditos ECTS : **3,00**

Evaluación de la calidad de las prácticas: al culminar las prácticas, las tres partes interesadas están invitadas a formular una apreciación acerca de la calidad de las prácticas.

El Centro de Educación no indemnizará ni pagará ningún gasto relacionado con los traslados que el tutor (empresarial o institucional) o cualquier otro miembro de la Empresa/Institución realicen al Establecimiento educativo en el marco de la preparación, del desarrollo y de la aprobación de la formación práctica.

En caso de que el alumno en prácticas o la Empresa/Institución soliciten prolongar las prácticas, y de aprobarlo, se podrá agregar una cláusula adicional al presente contrato. La fecha de culminación de las prácticas no podrá, en ningún caso, ser posterior al 30/09 del año en curso.

Artículo 14: Derecho aplicable - Tribunales competentes

El presente convenio se rige únicamente por el derecho francés. Todo litigio no resuelto por la vía amigable se someterá a la competencia de la jurisdicción francesa competente.

EnRENNES..... el30/11/11.....

Por el Centro de Educación Superior

Jean-louis LE FESSANT

Por la Empresa/Institución :

Guillermo ARÁMBURO VIZCARRA

Por el alumno

Mathieu BESEGHER

APROBACIÓN DE LOS TUTORES :

Tutor empresarial o institucional

Guillermo ARÁMBURO VIZCARRA

Tutor del Centro de Educación Superior

Odile CASTEL

REGLAMENTACIÓN DE LAS PRÁCTICAS DE LOS ALUMNOS EN LA EMPRESA

El Ministro de Empleo, de Cohesión social y de Vivienda

El Ministro de Educación nacional, de Enseñanza superior y de Investigación

El Ministro delegado de Empleo, Trabajo e Inserción profesional de los jóvenes

El Ministro delegado de Enseñanza superior y de Investigación

I - INTRODUCCIÓN

El desarrollo de las prácticas es hoy en día fundamental para la orientación e inserción profesional de los jóvenes. En efecto, las prácticas permiten la aplicación de los conocimientos teóricos dentro de un marco profesional y ofrecen al estudiante una experiencia en el mundo empresarial. Dentro de esta perspectiva, es fundamental que se tenga en cuenta que las prácticas tienen una finalidad pedagógica, es decir que no puede haber práctica alguna si ésta no está inscrita dentro de un programa pedagógico. En ningún caso se deben considerar las prácticas como un empleo. La presente reglamentación, redactada por servicios del Estado, representantes de empresas, representantes de establecimientos de la enseñanza superior y delegados estudiantiles; tiene por objetivo establecer un marco más seguro para las prácticas y promover al mismo tiempo su desarrollo tanto entre los jóvenes como en las empresas.

II - ÁMBITO DE APLICACIÓN, DEFINICIÓN

1 - El ámbito de aplicación del convenio

El ámbito de aplicación de la presente reglamentación se extiende a todas las prácticas profesionales de los estudiantes en una empresa, sin perjuicio en la aplicación de reglas particulares aplicables a profesiones reglamentadas.

2 - Las prácticas

La finalidad de las prácticas se encuadra dentro de un proyecto pedagógico y es válida sólo con relación a dicho proyecto. Así las prácticas: - permiten la aplicación de los conocimientos en un medio profesional. - facilitan el paso del mundo de la enseñanza superior al de la empresa. Las prácticas no se consideran en ningún caso como un empleo.

III - MARCO DE LAS PRÁCTICAS

1 - La formalización del proyecto de prácticas

El proyecto de prácticas resulta del concierto entre un profesor del centro de enseñanza, un miembro de la empresa y el alumno. Este proyecto de prácticas se formaliza al firmarse el convenio y debe ser firmado por el centro de enseñanza, la empresa y el alumno en prácticas.

2 - El convenio

El convenio detalla los compromisos y responsabilidades del centro educativo, de la empresa y del alumno. Las rúbricas obligatorias se mencionan en el anexo de la reglamentación.

3 - Duración de las prácticas

La duración de las prácticas se especifica desde los primeros contactos entre el centro de enseñanza y la empresa. Se informará al estudiante al respecto. La duración de las prácticas figurará explícitamente en el convenio de prácticas.

4 - Los responsables de la supervisión

Las prácticas están sujetas a una doble supervisión realizada por: - Un profesor del establecimiento educativo; - Un miembro de la empresa. El profesor y el miembro de la empresa trabajan en colaboración, informándose mutuamente sobre el avance de las prácticas y las dificultades eventuales. El responsable de las prácticas en el seno del centro de enseñanza es el garante de la articulación entre los objetivos del ciclo formativo y los de las prácticas, según los principios de la presente reglamentación. Las respectivas instituciones reconocen la necesidad de su aportación, especialmente en tiempo consagrado a la supervisión de las prácticas.

5 - Evaluación

a - Evaluación del alumno en prácticas

La actividad del alumno en prácticas será evaluada y dicha evaluación resultará de la doble apreciación de los responsables de la supervisión de las prácticas. Cada centro de enseñanza define el valor que concede a las prácticas que ha previsto en su programa pedagógico. Las modalidades concretas de evaluación se mencionan en el convenio.

La evaluación se realiza mediante una "ficha de evaluación" que, al igual que el convenio, constituye parte del expediente de prácticas#. Este expediente de prácticas es conservado por el centro de enseñanza.

b - Evaluación del as prácticas

Se solicita a los firmantes del convenio que formulen una apreciación sobre la calidad de las prácticas.

IV - OBLIGACIONES DE LOS FIRMANTES

1 - El alumno ante la empresa

El estudiante se compromete a :

- Cumplir con su misión y estar disponible para las tareas que se le confien;
- Respetar las reglas, los códigos y la cultura organizacional de la empresa;
- Respetar las exigencias de confidencialidad fijadas por la empresa;
- Redactar, si es obligatorio, el informe o la memoria en el plazo previsto; Se deberá presentar este documento a los responsables de la empresa antes de ser presentado (*si el contenido lo requiere y la empresa así lo solicita, el informe será confidencial*).

2 - La empresa ante el estudiante

La empresa se compromete a:

- Proponer prácticas que se inscriban dentro del proyecto pedagógico definido por el centro educativo;
- Acoger al estudiante y darle los medios necesarios para cumplir con su misión;
- Designar a un responsable de prácticas o a un equipo de tutoría cuyas tareas serán:
 - * guiar y aconsejar al estudiante
 - * informarlo sobre las reglas, los códigos y la cultura organizacional de la empresa
 - * favorecer su integración en el seno de la empresa y el acceso a las informaciones necesarias
 - * ayudarle en la adquisición de las competencias
 - * asegurar una supervisión regular de sus trabajos
 - * evaluar la calidad del trabajo efectuado
 - * aconsejarle en su proyecto profesional
- Redactar un certificado de prácticas que describa las misiones efectuadas, documento que podrá incluirse en el futuro *curriculum vitae* del estudiante.

3 - El centro de enseñanza superior ante el estudiante

El centro de enseñanza se compromete a:

- definir los objetivos de las prácticas y asegurarse de que las prácticas propuestas respondan a ellos ;
- asistir al estudiante en la búsqueda de prácticas;
- preparar al estudiante para las prácticas;
- garantizar el seguimiento del estudiante durante la duración de sus prácticas, asignándole un profesor que velará por el buen desarrollo de las prácticas; poner a la disposición de este último los medios necesarios para que pueda evaluar la calidad de las prácticas del estudiante;
- para las formaciones superiores que lo exijan, guiarlo y aconsejarle en la realización de su informe de prácticas o de su memoria y organizar la defensa de su tesis permitiendo que un representante de la empresa participe en ello.

4 - La empresa y el centro de enseñanza

La empresa y el centro de enseñanza superior velan por intercambiar la información necesaria antes, durante y después de las prácticas. Asimismo respetan sus respectivas reglas de confidencialidad y de deontología

5 - El estudiante ante los centros de enseñanza

El alumno se compromete a entregar la ficha de evaluación de calidad de las prácticas al centro de enseñanza.